Cahier de doléances du Tiers État de Le Cercueil (Orne)

Au Roi.

Sire,

C'est avec tout l'amour et la vénération possible que nous nous sommes assemblés, puisqu'il vous a plu ainsi l'ordonner à des peuples soumis à vos ordonnances.

Au milieu des maux et des peines extrêmes que nous souffrons, notre cœur pousse des soupirs de joie et de consolation en voyant un remède universelle d'une qualité suprême, d'une honte infinie, qui ne manquera pas de guérir nos maux dans la prochaine crise ce remède est le cœur bienfaisant de notre bon roi, qui ne peut jamais manquer son effet, aussi il entraînent tous les cœurs.

Nous représentons très respectueusement ce qui suit Primo. Nous demandons et désirons que les assemblées municipales, de département et provinciales aient lieu, suivant les intentions de Sa Majesté.

II.

Comme nous sommes tous Français, il est juste que tous aiment le roi, comme nous l'aimons, en conséquence, que tous contribuent au besoins du roi et de l'État, sans exception.

III.

Nous respectons la loi mais nous demandons que l'esprit de chicane qui mange les familles à tour de rôle, soit reformé.

IV.

Que les procès se terminent en trois mois définitivement ce sera le moyen qu'ils ne soient plus éternels.

V.

Les biens de l'église est l'essence et le produit des sueurs du peuple. La dixme, vue, examinée et calculée en comparaison des frais du cultivateur, est la moitié de la partie quite et nait, en supposant encore une année abondante, car dans les années stériles les frais et les sueurs du cultivateur tournent en pure pertes. En conséquence, nous demandons la suppression des dixmes insolides, qui ont été érigées par laps de temps et par l'igniorance et bonhommie de nos ayeuls.

VI.

Nous demandons de même la supression de la banalité des moulins et des fours.

VII.

Nous demandons que le sel et le tabac soient libres dans le commerce qu'on ne force pas de délivrer du sel, dans le temps qu'on a pas de quoi avoir du pain.

VIII.

Comme dans certains endroits la sortie des foires n'est pas libre on est retenu jusqu'à 3 ou 4 heures du soir, exposé aux injures du tems et des saisons ensuite exposés a être froissés et meurtris au renvoit ; nous demandons la supression de se mauvais usage qui est contre l'ordre du bon sens et de la nature.

IX.

Nous demendons que les impôts soient payés dans sont situés, et qu'il soit fait les transporter dans d'autres paroisses.

X.

Nous désirons aussi que les deniers royaux parviennent es coffres de sa Majesté, autant qu'il sera possible par les voyes directes.

XI.

Nous désirons et souhaitons les anciens usages des fonts.

XII.

Nous souffrons extrêmement de la cherté du pain cette douleur est si vive, que nous poussons des cris vers le roi notre souverain Seigneur pour lui donner des marques sensibles de la misère des pauvres. En effet, il est impossible, que les deux tiers du Tiers-État puisse végéter, nous sommes écrasés sous le fardeau comment donc payer les impôts qu'une nombreuse noblesse fait tomber sur nous ?

XIII.

Nous demandons et désirons la suppression de tout les commis en général.

XIV.

Comme les pigeons causent de grands dommages dans les campagnes. nous demandons que se droit fut supprimé pour les seigneurs.

XV.

Comme il s'élève des contestations entre les particuliers, qui ne valent pas les frais de la course d'un huissier, en conséquence, nous demandons que les menues contestations soient décidées et terminées par l'assemblée municipale et que les matières les plus relevées soient portées aux assemblées supérieures ou aux bailliages.

XVI.

Nous avons ci-devant demandé les dixmes insolides avec raison, mais nous avons persisté pour lever les jalousies entre les curés ; nous désirons la suppression générale des dixmes et mettre les pasteurs des églises à pension congrues.

Nous avons tous donné pouvoirs requis et nécessaires au dits députés, présents et acceptant, suivant qu'il est plus amplement parlé ci dessus dans le présent procès-verbal, pour proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut conserver les besoins de l'État et la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable.

Le présent sera déposé aux archives ou secrétariat de cette communauté, les dits jours et an.

En foy de quoy nous avons signé d'une voix unanime.